PROGRAMME DU PARTI COMMUNISTE

FAITES-VOUS ENTENDRE !



Beaucoup trop de Français vivent les fins de mois difficiles, l'amertume des petits boulots, l'angoisse du chômage, la menace de perdre ses droits à la Sécurité sociale, l'incertitude de l'avenir. C'est profondément injuste. Et ce n'est plus acceptable. Il est possible de connaître une vie plus agréable et plus sûre.

Notre époque est celle d'un progrès fantastique des sciences et des techniques, elles ouvrent d'extraordinaires possibilités pour le bien-être des individus. Malgré les dégâts de la politique d'austérité et de casse poursuivie depuis des années, la France est encore un pays développé, disposant de ressources matérielles et humaines considérables. Il y a de l'argent, beaucoup d'argent dans les coffres des banques et des grandes sociétés et chez les privilégiés de la fortune.

Tous ces moyens peuvent et doivent être mis au service de la justice et du progrès.

Dans ce but, avec les 600 000 hommes et femmes qui composent le Parti communiste, nous avons mis au point un programme. Je vous le présente afin que vous puissiez vous décider en toute clarté, en citoyens responsables. Ce programme m'engage, comme il engage tous les communistes. Et pas seulement le temps d'une campagne, mais également demain pour l'action.

Si je suis candidat, c'est pour vous permettre, quelles que soient par ailleurs vos convictions et votre choix du 2e tour, d'utiliser le premier tour des Présidentielles pour dire : « Ça sufit ! Je ne veux pas que ça continue et que ça s'aggrave ! Je veux des solutions nouvelles, une politique nouvelle !" Ce sera pour vous, le seul moyen d'être plus forts pour, ensuite, mieux vous faire entendre.

Nos propositions ne sont pas à prendre ou à laisser. Elles engagent au dialogue, à la réflexion. Chacune d'entre elles a vocation à unir pour se défendre, à unir pour que ça change enfin.

André Lajoinie



JUSTICE, LIBERTÉ, PAIX

FAIRE PROGRESSER LE POUVOIR D'ACHAT

Des millions d'hommes, de femmes, de jeunes refusent la vie qui leur est faite. Ils sont mécontents. Ils ont raison. Avec eux, les communistes refusent l'injustice. On peut faire autrement. Les richesses de la France sont gaspillées, détournées au profit des grosses fortunes qui ont triplé en 5 ans, alors qu'elles pourraient servir au bien-être du plus grand nombre et au redressement du pays. Tout est une question de choix.



SOMMAIRE

Nous vous présentons dans ce journal les propositions essentielles du programme du Parti communiste. Si vous le souhaitez, vous pouvez vous procurer l'intégralité du programme auprès de ses membres ou en écrivant au Parti communiste français - 2, place du Colonel-Fabien - 75019 PARIS.

Crédit photos : page 1 : Lily Franey, page 2 : Image Bank, G. Azenstarek, page 3 : Maillac-REA, Lily Franey, Gamma, page 4 : Image Bank (2), Lily Franey, page 5 : REA, page 6 : DR (2), Lily Franey, page 7 : Sygma, Le Bar Floréal, Bisson-Sygma, page 8 : Lily Franey.

SALAIRES

- **Le SMIC à 6 000 francs comme le propose également la CGT. Pas de salaire inférieur au SMIC.**
- Elever le pouvoir d'achat des petits et moyens salaires, garantir celui des salaires dépassant 9 000 francs.
- A travail égal, salaire égal partout et pour tous.

ALLOCATIONS

- Allocations familiales : 700 F par enfant, dès le premier enfant.
- Augmentation de l'allocation aux adultes handicapés à 80 % du SMIC.

- DOM-TOM : mettre fin à toutes les discriminations en matière de salaires, de prestations sociales, de droits économiques, sociaux et culturels.
- Revaloriser et garantir le pouvoir d'achat des revenus et des retraites des petits et moyens agriculteurs.

RETRAITES

La retraite à 75 % du salaire des 10 meilleures années. Pas de retraite inférieure à 80 % du SMIC.

PAUVRETÉ
URGENCE !

- Allocation minimale mensuelle de 3 000 francs pour les "sans ressource", financée par les prélèvements sur les grandes fortunes et les revenus financiers.
- Utilisation des stocks de produits alimentaires pour les familles souffrant de malnutrition. Arrêt des destructions de produits agricoles.
- Couverture sociale garantie pour tous ; notamment pour les jeunes n'ayant jamais occupé d'emploi ; revalorisation de l'allocation chômage.
- Interdiction par la loi des coupures de gaz, d'électricité et d'eau, des saisies et expulsions pour les familles en détresse.



UN TRAVAIL PLUS HUMAIN

• 35 heures de travail hebdomadaire sans perte de pouvoir d'achat, abroger les lois de flexibilité Séguin et Delebarre.
• Consacrer 10 % du temps de travail pour la formation.
• Transformer les emplois précaires en emplois stables.
• L'âge ouvrant droit à une retraite complète doit être maintenu à 60 ans et avancé à 55 ans pour les femmes et les salariés ayant exercé des travaux pénibles et insalubres.

LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE

• Il faut mettre fin au patronat de "droit divin" qui peut seul décider du sort des salariés.
• Aucun licenciement sans reclassement préalable. Donner aux comités d'entreprise le droit de suspendre les licenciements et d'intervenir en matière de défense des emplois, et des propositions de créations. Annuler la loi supprimant l'autorisation administrative de licenciement.
• Il est de l'intérêt commun des travailleurs français et immigrés, alors que le chômage atteint des proportions dramatiques, d'arrêter effectivement toute immigration nouvelle, sauf pour permettre le regroupement familial.



La vraie modernité, c'est le plein emploi
+ une bonne formation + la possibilité de donner son avis dans l'entreprise.

FORMATION

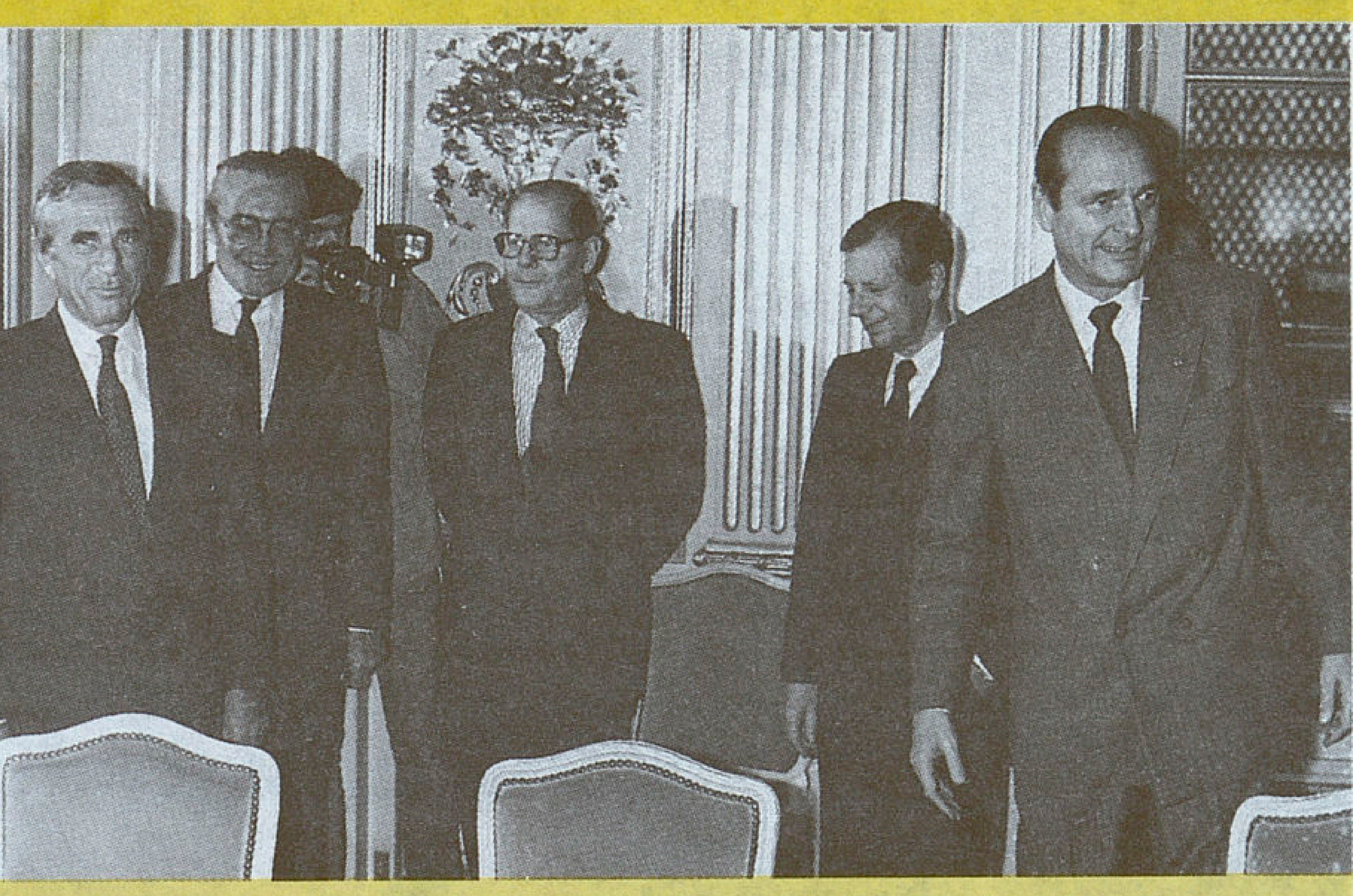
Pour une école de l'égalité, de la qualité, de la démocratie

Pour des millions de jeunes, l'école est synonyme d'ennui, d'échec. Ce qu'il faut à la France, c'est une école qui donne à tous les individus les moyens d'assimiler et de s'approprier le prodigieux essor des capacités matérielles et intellectuelles de notre époque, les moyens de leur épanouissement.
• **Mobiliser tous les moyens contre l'échec scolaire. Chaque enfant doit bénéficier de soutien, d'aide adaptée.**
• Obtenir la gratuité réelle de l'enseignement dès la maternelle et pour toute la scolarité. Doubler le montant des bourses, augmenter le nombre de bénéficiaires.
• S'attaquer à tout ce qui favorise la sélection sociale devant l'accès à l'université et aux grandes écoles.
• Ouvrir l'école sur la vie. Il faut décloisonner les différentes filières de formation, les diversifier, organiser les coopérations entre elles et la recherche, la production, le monde du travail, la vie sociale, promouvoir une laïcité moderne.
• Promouvoir un enseignement technologique et professionnel de haut niveau.
• Recruter 500 000 enseignants d'ici l'an 2 000 et revaloriser leurs fonctions.
• Développer en priorité l'école publique, définir des missions de services publics pour tous les autres lieux de formation.
• Donner aux lycéens et aux étudiants des moyens nouveaux pour s'exprimer.

SECURITÉ SOCIALE

Pour combler immédiatement le déficit, il faut établir une cotisation sur tous les revenus du capital au même taux que celle sur les salaires ; faire payer les dettes patronales ; augmenter la contribution des membres les plus aisés des professions non salariées. La contribution patronale peut être portée aux 3/4 de ses ressources tout en favorisant l'emploi.
• Améliorer les prestations. Abroger les mesures régressives en vigueur (forfait hospitalier, suppression des remboursements à 100 % des longues maladies, vignette bleue, cotisation sur les retraites, diminution des indemnités journalières, etc...).
• Porter le congé de maternité à six mois. Création de 50 000 places de crèche par an, collective et familiale.
• Moderniser les hôpitaux, développer la prévention.
• Les personnes handicapées doivent bénéficier de l'ensemble des droits à la formation et au travail.

PRENDRE L'ARGENT OU IL EST

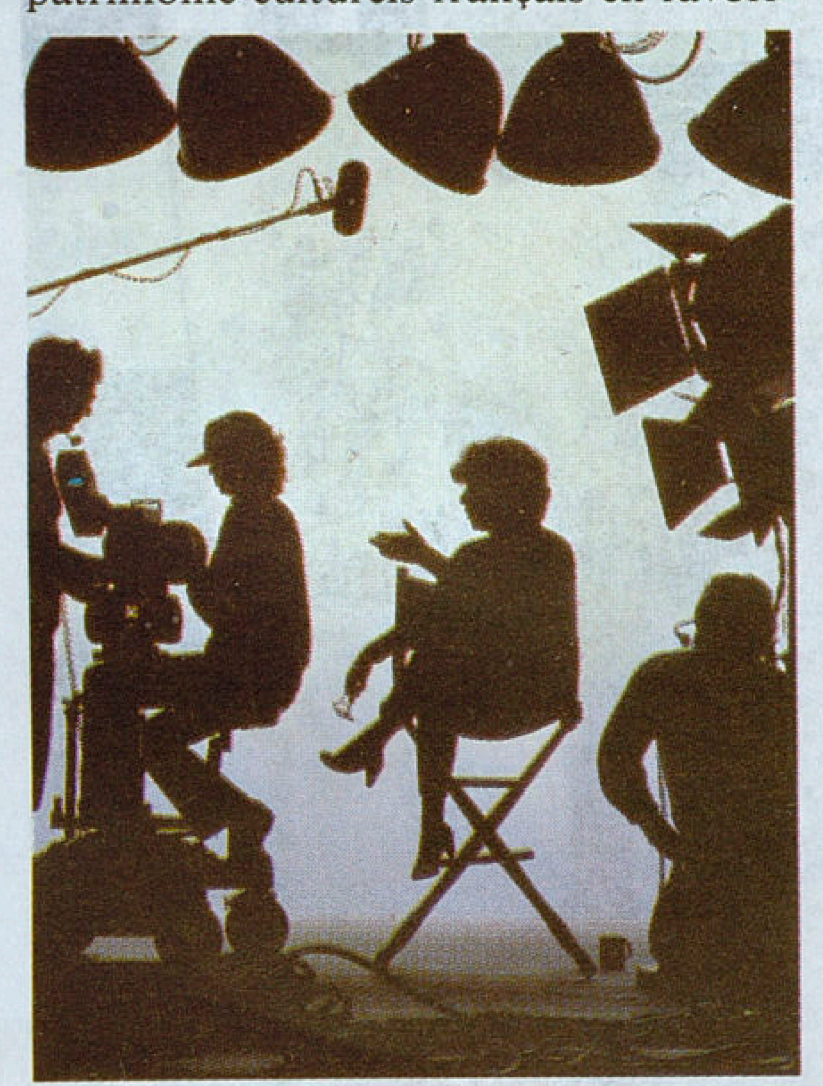


Pendant que plus de 8 millions de personnes se débattent contre les pires difficultés, 100 000 familles se partagent 1 200 milliards de francs soit, plus que le budget de l'Etat. Une réforme de la fiscalité doit aider à briser les privilèges de la fortune.
Notamment :
• Supprimer les impôts sur les revenus inférieurs au SMIC.
• Augmenter fortement l'impôt sur les hauts revenus. Etablir un nouveau barème : pas de revenu mensuel supérieur à 60 000 francs après impôt.
• Supprimer la TVA sur les produits de première nécessité et l'abaisser sur les produits de consommation courante.
• Rétablir l'impôt sur les grandes fortunes et augmenter fortement sa progressivité afin que son rendement soit multiplié par 4.
Ces mesures et d'autres du même type dégageraient plus de cent milliards de francs.

CULTURE

Il ne peut y avoir de progrès de la culture sans développement de la justice sociale. Et, il n'est pas de développement de la société possible sans progrès de la culture dans toutes ses dimensions. Il est urgent de :

- Défendre et promouvoir l'identité et le patrimoine culturels français en favorisant la création et la production artistiques.
- Améliorer le contenu des programmes des chaînes de télévision. **Interdire les coupures publicitaires mettant en cause l'intégralité des œuvres.**



SPORT LOISIRS

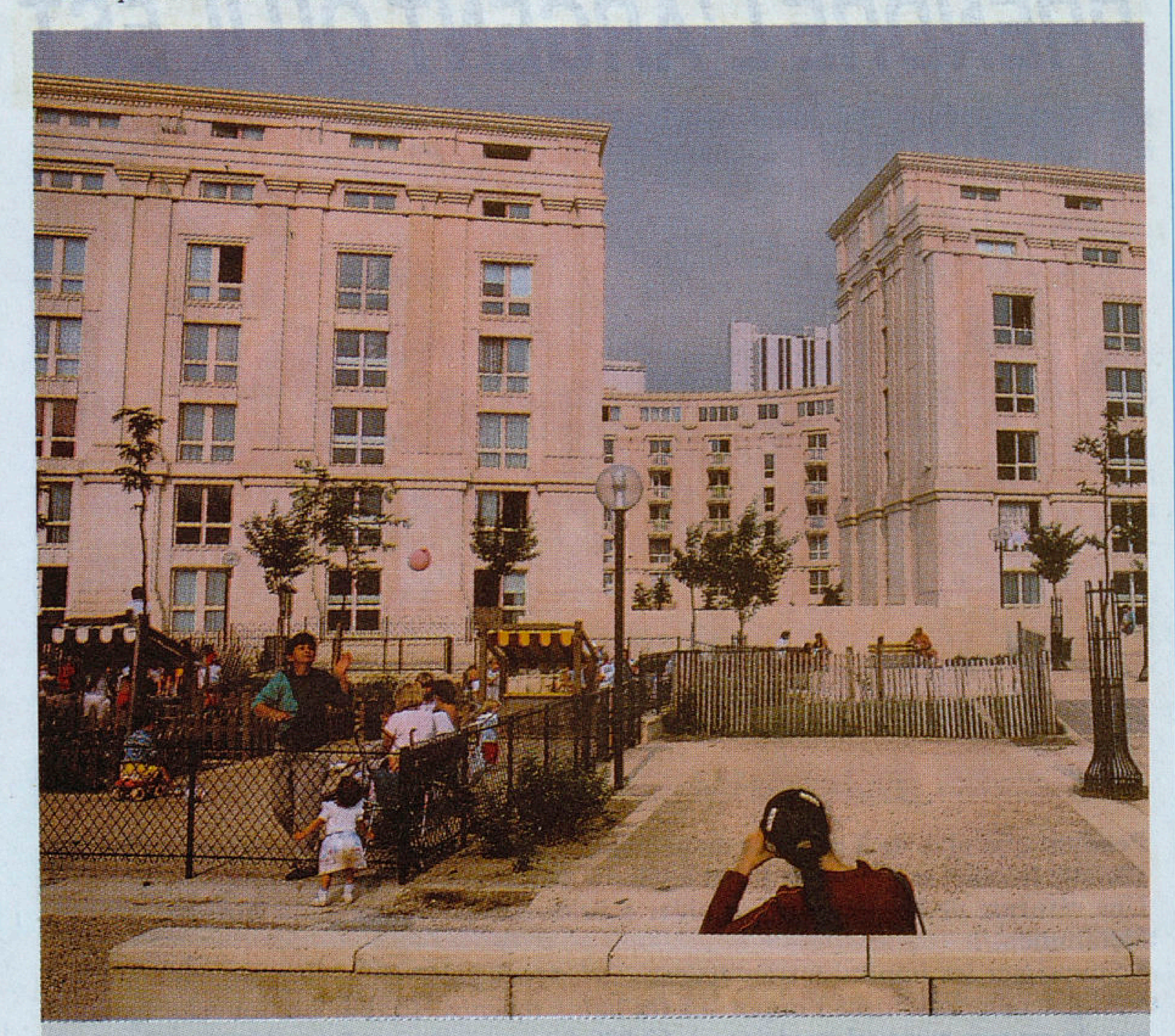
Notamment en développant l'éducation physique et sportive à l'école et à l'université ; en consacrant 1 % du budget de l'Etat au sport.

- **Toutes les familles doivent pouvoir partir en vacances.** 50 % de réduction pour les billets congés payés SNCF, création de réduction pour les péages autoroutiers, ainsi que sur Air France et Air Inter.



LOGEMENT

- Ne pas augmenter les loyers et les charges. La pratique du surloyer doit disparaître.
- Abroger le conventionnement et la loi Méhaignerie de 1986.
- Empêcher dans l'immédiat toute baisse de l'A.P.L., la relever de 15 % ainsi que l'allocation logement.
- Chaque réduction de 1 % de l'intérêt des emprunts HLM auprès des banquiers diminuera le loyer de 10 %.
- Rénover les quartiers populaires sans augmentation de loyer et de charges.
- Faciliter l'accession à la propriété des familles modestes grâce à des emprunts à faible taux d'intérêt. Revoir les taux excessifs des emprunts en cours de remboursement.



On peut répondre aux besoins des familles.
• Construire ou réhabiliter 500 000 logements sociaux.
• Construire des F 1 et F 2 pour les jeunes.

EST-CE TR

L'ARGENT EXISTE. UTILISONS-LE BIEN !

Tous les jours par leur travail, les femmes et les hommes de France produisent des richesses. En 6 ans, les profits des entreprises ont doublé. En un an, Rhône Poulenc a réalisé 2 milliards 700 millions de profit, Peugeot 1 milliard 661 millions.



Cet argent devrait servir aux gens et au pays; au contraire, il est détourné pour nourrir la spéculation et constituer d'immenses fortunes. Ainsi, Mme Bettencourt gagne le SMIC toutes les 3 minutes.

L'argent de l'Etat suit le même chemin.
En 20 jours, l'Etat a renfloué la Bourse de l'équivalent du déficit de la Sécurité sociale, plus l'équivalent d'une augmentation de 1 000 francs pour ceux qui gagnent le SMIC, plus l'équivalent d'une allocation de 3 000 francs à tous les ''sans-ressource''.
L'Etat a distribué 100 milliards de francs aux détenteurs de l'''emprunt Giscard'', alors que celui-ci ne lui avait rapporté que 6,5 milliards. Une aubaine pour les financiers, un gouffre pour le pays.

L'argent des banques comme celui de l'Etat doit servir à la croissance, à l'emploi, ainsi qu'à la formation, la consommation, l'épargne populaire, au lieu d'alimenter la spéculation.

Il faut stopper les sorties excessives de capitaux en instituant une taxe et un véritable contrôle.

La fiscalité sur le capital et sur les bénéfices des sociétés doit être réformée, de façon à encourager l'activité des entreprises qui font le choix de la production et de la création d'emplois, notamment les PME.

Les moyens d'une relance vigoureuse de la croissance et de l'emploi, des investissements existent en France.

OP DEMANDER ? NON

PRODUIRE FRANÇAIS : INVESTIR, EMBAUCHER, FORMER

Nous importons 50 % de ce que nous consommons, c'est trop. On a besoin de relancer les productions, de créer de nouveaux produits dans tous les secteurs d'activités pour assurer un véritable redressement national.

Chaque nouvelle invention devrait entraîner de nouveaux emplois, plus qualifiés, ce qui implique un effort important de formation initiale et continue.

Au lieu de se concurrencer à tout prix, les entreprises françaises gagneraient à coopérer entre elles, avec les banques, les services. Les investissements seraient plus efficaces, les débouchés élargis.

La France doit se défendre contre la pénétration des firmes étrangères. Pas question qu'elle vive repliée sur elle-même, au contraire ! Mais pour coopérer, il faut exister et se faire respecter. Sinon on est toujours perdant.

Il est indispensable de rééquilibrer nos échanges avec la R.F.A., les U.S.A., le Japon et de reconquérir la maîtrise de notre monnaie face au dollar et au mark.

La France doit maîtriser son devenir agricole, notamment : en supprimant les quotas qui limitent autoritairement les productions ; en démantelant les montants compensatoires ; en assurant des prix minima rémunérateurs.

Il est urgent de faire de l'installation des jeunes agriculteurs une priorité.

Un pays moderne a besoin d'une recherche au service du progrès. Nous agissons pour que 3 % du produit national brut y soit consacré et que les entreprises y consacrent 5 % minimum de leur chiffre d'affaires ; pour rompre avec le dévoiement des recherches vers les productions militaires, pour faire progresser la protection et la mise en valeur de l'environnement.

EUROPE EN CRISE FAILLITE x 12 ! OU VASTE COOPERATION INTERNATIONALE

Aujourd'hui, dans les faits, la CEE tant vantée par nos gouvernements, ce sont : les quotas, la casse et le chômage, la déréglementation, la soumission aux Etats-Unis, qui affaiblissent la France.

Nous nous prononçons pour la suppression de l'acte unique. Il n'aurait pour effet que de livrer encore davantage notre pays aux intérêts financiers de la RFA et des USA. Cela n'a rien à voir avec la coopération.

Mais rien n'est joué. Dès maintenant on peut agir pour rejeter les quotas dans tous les domaines, dénoncer les accords de déréglementation, défendre le franc.

Non à l'Europe des affairistes, oui à une vraie coopération.

L'Europe, ce doit être de vrais échanges qui permettent d'aller de l'avant. Et c'est possible. Airbus en est comme Ariane, un bon exemple. Ils profitent au développement et à l'emploi de chaque pays participant. Mais l'Europe ne s'arrête pas à la CEE, il y a les autres pays, aussi bien la Suède que l'URSS, la RDA...

Utiliser les formidables potentialités d'échanges avec les pays socialistes, serait notamment une source importante de création d'emplois. Pareillement, une vraie coopération avec les pays du Tiers-Monde serait à la fois généreuse et bénéfique pour notre économie.

DES NATIONALISATIONS AU SERVICE DES GENS ET DU PAYS

La France, son économie, l'utilisation de ses ressources ne doivent pas être entre les mains des affairistes pour leur seul profit, mais pour celui de la nation.

Démocratiser l'économie, c'est la soustraire à l'emprise du capital.

La nationalisation ne doit pas être seulement un changement de propriétaire, mais une conception nouvelle de l'entreprise et des objectifs nouveaux. Libérées de la course à l'argent, les entreprises nationalisées sont faites pour répondre aux besoins des gens et jouer un rôle moteur dans le développement du pays, des régions.

Les nationalisations de 1981 ont échoué car elles n'ont pas joué ce rôle, et ont, comme les entreprises privées, couru après la spéculation.

Nous ne voulons pas tout nationaliser, mais les leviers décisifs de notre économie, les grands groupes industriels commerciaux... Nous devons renationaliser les entreprises qui ont été privatisées. TF1 doit redevenir une entreprise publique.

Cette conception nouvelle de l'entreprise implique des droits nouveaux pour permettre aux salariés d'intervenir efficacement dans la gestion, en liaison avec les régions et une planification nationale, démocratique et contractuelle.

SERVICE PUBLIC



Les services publics sont une conquête originale du peuple français. Comme leur nom l'indique, leur rôle est d'assurer des services jugés indispensables et non pas de répondre à des critères de rentabilité financière. Ils ne doivent plus être pilotés par l'argent. Les statuts des personnels, les régimes particuliers doivent être sauvegardés, des embauches effectuées dans le cadre de vraies modernisations afin de toujours mieux répondre aux besoins des gens.

Nous combattons énergiquement le projet de démantèlement de la régie Renault et de son statut.

TOUTES LES LIBERTÉS

Depuis plusieurs années, une gigantesque offensive est menée dans notre pays contre les libertés et les Droits de l'Homme, en particulier à l'entreprise. C'est la violence policière et patronale contre celles et ceux qui relèvent la tête, Malik Oussekine et Lucien Barbier ont été assassinés. Ce sont les licenciements et les poursuites pénales contre 25 000 militants syndicaux : les remises en cause du droit de grève y compris par des tribunaux. C'est aussi la diminution des pouvoirs du Parlement et des assemblées élues ; la domestication des grands médias ; la mise en place dans notre pays d'une véritable monarchie élective.



La police ne doit plus être utilisée contre les hommes et les femmes qui défendent leur emploi.

Le racisme tue, mais Le Pen continue à parader dans les médias avec la complaisance des hommes au pouvoir.

Le silence de la France officielle devant les multiples atteintes aux Droits de l'Homme dans le monde et particulièrement la bienveillance à l'égard du régime de l'apartheid d'Afrique du Sud, affaiblissent le rayonnement de notre pays.

Au moment où nous allons commémorer le bicentenaire de la Révolution française et de la déclaration des Droits de l'Homme, il est temps **d'arrêter cet engrenage mettant en cause les conquêtes fondamentales.**

La France n'a pas d'avenir sans de nouvelles avancées en ce domaine.

On ne construit pas un pays moderne sans développer toutes les libertés, sans **donner la primauté à l'essor de la démocratie** dans tous les domaines.

Comment imaginer répondre aux défis du 21e siècle sans que les hommes et les femmes disposent des moyens d'intervenir dans leur entreprise, leur ville, partout où cela est nécessaire, sur tous les problèmes qui les concernent et qui commandent l'avenir du pays ?

NOUS NE LAISSERONS PAS TOUCHER AU DROIT DE GREVE

- Supprimer, interdire toutes les dispositions législatives, réglementaires, judiciaires mettant en cause le droit de grève.
- Pénaliser les pressions, brimades ou sanctions pour faits de grève.

NON A L'ARBITRAIRE !

- La police nationale et la gendarmerie ne doivent, en aucun cas, être utilisées contre l'exercice du droit de grève, de manifestation, d'expression.
- Les corps spéciaux de répression (tels les voltigeurs) doivent être dissous ainsi que les milices privées ou patronales.
- Les arrestations, détentions et expulsions arbitraires, les insultes, sévices et brutalités doivent être interdits et sévèrement réprimés.
- Assurer le droit à la sécurité en priorité par la prévention et la dissuasion.
- L'armée doit être au seul service de la défense du territoire national.
- Le service militaire à 6 mois.

DES DROITS POUR LES SALARIÉS

- Défendre et améliorer le code du travail.
- Salaires et conditions de travail doivent être déterminés par la négociation collective entre employeurs et organisations syndicales représentatives.
- Faire progresser la juridiction prud'homale.
- Garantir et développer toutes les libertés syndicales. Les licenciements, sanctions et procédures contre les militants doivent être annulés. Toute répression sanctionnée.

CONTRE TOUTE DISCRIMINATION

- Sanctionner toute discrimination en matière de salaire, d'embauche, de conditions de travail, de formation, d'avancement..., fondée sur le sexe, l'âge, la situation familiale, la nationalité, l'origine et les critères physiques.



- Appliquer et renforcer les lois permettant de combattre le racisme et l'antisémitisme.
- Non au projet de la réforme du code de la nationalité.
- Assurer aux immigrés les mêmes droits économiques et sociaux, les mêmes libertés individuelles et collectives qu'aux autres travailleurs et citoyens. Possibilité pour eux d'être électeurs et éligibles pour les élections municipales et prud'homales.

INFORMATION HONNÊTE ET PLURALISTE

- Garantir le pluralisme dans le traitement des faits et dans l'expression des formations politiques, des syndicats, associations.
- Supprimer toute censure.

UN PAYS SOUVERAIN, DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

- Il faut proscrire toute forme de pouvoir personnel.
- Etendre le rôle et les prérogatives du Parlement qui vote les lois et contrôle le gouvernement.
- Faire de la représentation proportionnelle intégrale le mode de scrutin pour toutes les élections.
- Rapprocher les citoyens des niveaux de décision en décentralisant vraiment. Communes, départements, régions doivent avoir les moyens nécessaires à leur développement.
- Reconnaître et garantir le pluralisme de la vie politique. Refuser le financement public des partis, en exigeant la transparence de leurs ressources. Augmenter l'aide financière publique pour les candidats à toutes les élections et plafonner les dépenses électorales réelles. Supprimer les discriminations publicitaires et financières à l'encontre des journaux d'opinion.
- L'exercice de la souveraineté populaire implique la liberté d'action de la France, une totale indépendance.



LE RÔLE DE LA FRANCE ET LES DROITS DE L'HOMME

Perpétuant une tradition humaniste qui a vu naître en France la "Déclaration des Droits de l'Homme",

- La France doit rompre avec les pratiques colonialistes dans les départements et territoires d'Outre-Mer et reconnaître le droit imprescriptible des peuples concernés à l'autodétermination,
- Agir partout où les Droits de l'Homme sont violés,
- Appliquer, conformément aux recommandations de l'ONU, des sanctions globales contre le régime d'apartheid d'Afrique du Sud.

PAIX: LA CHANCE A SAISIR



ZÉRO ARME NUCLÉAIRE D'ICI L'AN 2000

Notre pays doit se prononcer et s'engager pour :

- Remettre en cause la loi de programmation militaire.
- Réduire immédiatement de 40 milliards son budget militaire.
- Soutenir toutes les propositions concrètes pour la paix et **le désarmement général et contrôlé, et participer aux négociations partout où la France est concernée.**
- Arrêter les essais nucléaires.
- Renoncer à toute arme chimique ainsi qu'à la bombe à neutrons, cesser toute étude et la fabrication de nouveaux engins nucléaires, c'est-à-dire au stade actuel, limiter l'arme nucléaire française à sa stricte maintenace.
- Dire non à la ''guerre des étoiles''.

La France, pour s'assurer une politique de défense nationale indépendante, doit :

- Faire reposer celle-ci essentiellement sur la conscription.
- Dire non à toute armée ''européenne'' et à l'accès de la RFA à l'arme nucléaire.

PARIS DOIT DEVENIR UNE CAPITALE DE PAIX ET PARTICIPER A CONSTRUIRE DE NOUVELLES RELATIONS INTERNATIONALES



Pour cela la France doit :

- Mettre fin au commerce des armes.
- Agir pour le règlement de tous les conflits.
- Agir pour la détente, la coopération sur le continent européen (de l'Atlantique à l'Oural) et pour la dissolution simultanée des blocs militaires.
- Agir pour un nouvel ordre économique mondial.
- Créer un fonds de développement géré par l'ONU en prélevant 10 % des dépenses d'armement.
- Accroître sa participation à l'effort international de lutte contre la faim.
- Soutenir l'action des pays en voie de développement pour l'annulation de leurs dettes.
- Favoriser le développement de coopérations nouvelles.

DESARMEMENT : L'ACCORD HISTORIQUE



1987 restera marquée d'une pierre blanche. La signature historique, le 9 décembre entre Reagan et Gorbatchev du premier accord de désarmement, peut ouvrir une ère nouvelle. Pour la première fois dans l'histoire, des armes nucléaires vont être détruites. D'autres accords peuvent être signés, cette année, pour en détruire davantage et avancer vers un monde sans arme et sans guerre.

Ce processus peut ouvrir à l'humanité entière des perspectives inédites, insoupçonnées jusqu'ici. Celle, bien sûr, de la disparition de la menace terrifiante d'une guerre qui anéantirait le genre humain. Celle d'un changement de l'ensemble des relations internationales, de la recherche de réponses communes aux grandes questions posées à l'humanité, notamment au problème crucial de la faim et du développement dans les pays du Tiers-Monde.

Mais cela ne viendra pas seul. Il faut continuer à agir, en France particulièrement.

CONTINUER DE SURARMER EST CRIMINEL ET DANGEREUX

En voulant surarmer — comme le prévoit la loi de programmation militaire, d'un coût astronomique de 500 milliards de francs — l'Elysée et Matignon mettent en cause le processus même de désarmement.

En s'engageant avec la RFA dans des projets militaires ils tournent le dos à une juste politique de défense indépendante de la France, et tentent de compenser ainsi le démantèlement des fusées américaines.

LA FRANCE A MIEUX A FAIRE

— Quand 40 000 enfants meurent de faim chaque jour,
— Quand des centaines de millions d'hommes manquent de tout,
— Quand, en France même, il est urgent d'investir dans la formation des générations de l'an 2000.

Il y a mieux à faire.

Par exemple, il faut dégager immédiatement 40 milliards des dépenses militaires prévues en France, pour les consacrer aux œuvres de vie.

AU PREMIER TOUR, DITES CE QUE VOUS AVEZ SUR LE CŒUR !



Vous venez de prendre connaissance de l'essentiel du programme d'André Lajoinie, candidat communiste à l'élection présidentielle. Comme lui, tous les communistes sont disponibles pour en parler avec vous, répondre à vos questions.

Nous en aborderons ici une seule : cette élection peut-elle être utile pour faire avancer les propositions de justice, de liberté et de paix de ce programme ? Oui !

Bien sûr vous aurez à choisir qui siégera à l'Elysée, cela c'est l'affaire du second tour. A cette élection, il est sûr qu'il y aura au second tour un candidat de droite et un candidat socialiste.

Mais quelle politique voulez-vous ? Ce choix, c'est au premier tour que vous pouvez et devez le faire de façon efficace.

Vous êtes mécontents. Vous pensez que les injustices, le mépris, ça ne peut plus durer. Vous ne choisirez ni Chirac, ni Barre, ni Le Pen. Ils n'ont pas d'autre objectif que de poursuivre et d'aggraver toujours davantage la brutale politique d'austérité, de casse et d'abandon national qui est la leur. Le vote André Lajoinie est le seul, au premier tour, qui vous permettra de faire entendre votre mécontentement, votre colère. Car vous pouvez compter sur lui, sur les communistes, pour mener un combat sans défaillance contre la droite. En même temps, ce sera pour vous le seul moyen de dire à François Mitterrand, aux dirigeants socialistes, que vous désapprouvez leur politique actuelle, dont tout le monde constate qu'elle exprime un large accord avec celle de la droite, au point qu'il est possible de voir demain les uns et les autres la poursuivre ensemble.

Le 24 avril, le vote André Lajoinie sera efficace

Oui, profitez du premier tour pour dire ce que vous avez sur le cœur. Profitez du premier tour pour choisir quelles mesures vous voulez voir appliquer en faveur du pouvoir d'achat, de l'emploi, de la protection sociale, de l'école, des libertés, de la paix. Profitez du premier tour pour réclamer clairement une vraie politique de gauche. Vous le ferez en votant André Lajoinie, c'est le seul vote qui aura cette signification.

Ainsi, votre vote vous sera utile, votre protestation sera entendue, votre volonté d'union pour le changement comptera. Vos actions s'en trouveront renforcées. Quel que soit le président élu, il devra en tenir compte.

Alors dites ce que vous avez sur le cœur, de la seule façon efficace possible, choisissez André Lajoinie au premier tour.

VOTEZ André LAJOINIE

PRESIDENTIELLE
1er tour
24 AVRIL

JE SOUSCRIS POUR ME FAIRE ENTENDRE

Ce journal que vous avez entre les mains, imprimé à 5 millions d'exemplaires, coûte 2 700 000 F.
Il vous présente bon nombre de propositions d'André LAJOINIE pour sortir le pays de la crise et pour ouvrir une perspective nouvelle.

FAITES LA DIFFERENCE !

les candidats qui n'ont d'autre programme que la poursuite et l'aggravation de l'austérité pour le monde du travail,
bénéficient pour leur campagne des caisses noires du patronat, des fonds d'Etat et du soutien des affairistes mêlés aux récents scandales politico-financiers.
Ils veulent mettre en place un faux plafonnement des dépenses de campagnes, qu'ils contournent déjà.
Ils refusent obstinément l'égalité de traitement entre les candidats, en censurant le candidat communiste sur les chaînes de télévision.
Le Parti communiste ne trempe dans aucun de ces scandales et ne réclame rien d'autre que le respect du pluralisme.
Pour financer sa campagne, il compte sur le soutien de ses adhérents, de ses électeurs, de tous ceux qui souffrent de la politique actuelle et veulent que cela change.

VOUS PARTAGEZ NOS PROPOSITIONS ? VOUS SOUTENEZ CE COMBAT ?
DONNEZ-VOUS EN LES MOYENS, FAITES-VOUS ENTENDRE

JE VERSE A LA SOUSCRIPTION POUR LA CAMPAGNE D'ANDRE LAJOINIE

NOM : ____________________ PRENOM : ____________________

ADRESSE : ____

SOMME VERSEE : ____

Adressez votre versement à : PCF - 2, place du Colonel-Fabien - 75019 PARIS

PPI BAGNOLET